

# MOBILISATION DES MASSES ALGÉRIENNES

Alger, le 3 mai.

La foule algérienne et sa participation de l'enthousiasme. Mais les manifestations de l'Arbre, une dizaine de jours auparavant, se déplacent volontiers pour acclamer l'Algérie socialiste.

L'Arbre, le but politique du gouvernement par le monde des villes, d'Alger en particulier de nationalisation qui ont touchées d'égales. Il s'agissait en quelque sorte de faire citoyenne que si le monde rural joue le rôle de l'Arbre, elle doit y participer de toutes ses énergies dans les tâches énormes qu'elle

de kilomètres à partir des routes les plus milliers de personnes se sont rendues sur pour si grand nombre sur quelques dizaines de kilomètres pour compléter le relief de l'Arbre. Les lignes données par quelques centaines de kilomètres dans un groupe avec sa pioche, sa pelle, se consacraient à creuser, palliant son manque d'excavateur révolutionnaire.

est une tribune pour les orateurs, dont les noms sont connus de tous : Boumediène, Boumedienne et Ben Bella. Boumediène rap- portée doit être une armée populaire et non pas une armée pour s'enrichir. Une armée populaire est une force vivante de la nation à la réalisation de notre Révolution !

Après le vacarme assourdissant des « Yahia » et alors, que le président Ben Bella, en remercia la foule : « Après la journée d'hier, nous pouvons dire qu'il n'y a pas d'Algérie et qui ressemble à celui que nous voyons. Il n'y a personne qui pourrait le nier. » ajouta : « Aujourd'hui, nous allons les faire travailler » pour leur faire perdre leur graisse. Ce n'est pas le socialisme et notre Révolution. » Devant cette conclusion vient d'elle-même : « Nous som-

mes forts. La preuve en est donnée par ce spectacle unique. Nous briserons tous les obstacles. »

Au moins 150.000 arbres ont été plantés ce jour-là.

Le 1<sup>er</sup> mai fut, de ce point de vue, une nouvelle preuve de l'adhésion populaire aux mesures socialistes de Ben Bella.

Dès 7 heures du matin, une foule nombreuse se rassemblait aux points de rendez-vous fixés. Mais le meeting commença plus de trois heures plus tard, place de la Maison du Peuple, devant 100.000 ou 150.000 personnes, malgré la pluie qui tombait sans arrêt.

Le premier discours fut prononcé par Rabah Djermane, secrétaire général de l'U.G.T.A. Il rappela l'importance du 1<sup>er</sup> mai, « car le gouvernement et le peuple algériens sont résolument engagés dans la voie de l'édification socialiste ».

L'internationalisme prolétarien fut un thème très développé : « En ce premier mai, l'U.G.T.A. manifeste sa solidarité entière avec les peuples de l'Angola, d'Aden, d'Afrique du Sud, du Mozambique, les peuples d'Asie et d'Amérique latine qui luttent contre le colonialisme et le néo-colonialisme. »

Enfin « l'impératif absolu qui commande le succès de la révolution, est l'union des travailleurs des villes, des campagnes et de la paysannerie laborieuse. Cette union totale élèvera la conscience politique et sociale des masses, éliminera l'exploitation de l'homme par l'homme, afin que se réalise la Révolution par le peuple et pour le peuple. »

« Mais notre pays ne peut redresser, assainir son économie sans avoir recours à la planification et à la nationalisation des grands moyens de production, conformément au programme de Tripoli. Dans quelques secteurs, celui des banques, du commerce extérieur, des transports et des manufactures de tabacs, la nationalisation doit être immédiate. »

Ces phrases déclenchèrent un enthousiasme absolument délirant qui se manifesta par des slogans socialistes. Ce fut ensuite le tour de Bachir Boumazza, ministre du Travail et des Questions Sociales qui insista fortement sur le rôle et la responsabilité des travailleurs, sur la valeur irremplaçable des comités de gestion.

« Les comités de gestion, en réalisant une gestion économiquement plus rentable, socialement en progrès sur toutes les autres formes de gestion, constituent ainsi une barrière contre les spéculateurs et contre l'embourgeoisement. »

Il dénonce ensuite les spéculateurs (un nommé Fergani est en prison depuis quinze jours pour trafic de liège), et l'exportation des capitaux : « Nous prenons ce risque de voir fuir les capitaux ; si nous ne le prenons pas, nous courons un danger plus grave : voir s'enraciner davantage cette vermine sur notre sol et perpétuer l'exploitation des travailleurs algériens. »

Et, malgré la pluie, la foule est toujours aussi compacte et enthousiaste. Ensuite, Ben Bella prend la parole :

« Je voudrais donner la signification de notre socialisme, la résumer. J'ai lu toute les pancartes. Il y en a une qui les résume toutes : « Il n'y aura plus d'hommes agenouillés dans notre pays. » Il demande que seule cette banderole soit déployée, ce qui est fait, et chacun se hisse sur la pointe des pieds pour la lire. Dénonçant toutes les conditions qui font les « hommes agenouillés » il dit :

« En prenant de telles mesures, vous allez nous qualifier de communistes. Je ne suis pas communiste. Nous sommes des Musulmans et des Arabes » et il aborde le problème de la femme.

« Libérez vos femmes pour qu'elles prennent leurs responsabilités. En laissant les femmes prisonnières (elles sont 7 millions), c'est la moitié de notre pays qui est paralysé. »

« Ne croyez pas que le voile les protège, c'est la Révolution qui les protégera ! »

Enfin, il lance la campagne du Fonds National de Solidarité et donne l'exemple d'un paysan qui vient de lui remettre un chèque de 250.000 francs, d'une femme qui lui a donné une bague en or. Il annonce d'autre part que les ministres, pendant trois mois, donneront la moitié de leur salaire, les députés le quart, les fonctionnaires de 5 à 20 %.

Concluant sur la solidarité et l'unité de toutes les organisations nationales et de l'A.N.P., il s'exclame : « Nous allons faire la Révolution humaine la plus extraordinaire qui soit. »

Marcel PERRIN.

les plus représentatifs, a marqué de nouveaux progrès. Elle a exprimé de plus en plus clairement son orientation socialiste et sa conception du développement révolutionnaire en cours, des forces motrices de ce développement, des instruments de lutte qui s'imposent et de leur dialectique réciproque. Elle a précisé davantage sa pensée par un rappel explicite et direct à d'autres expériences révolutionnaires anticapitalistes et par une référence plus particulière à la révolution cubaine et à sa signification internationale. Elle a montré qu'elle est animée par un esprit internationaliste profond en se refusant carrément à faire retomber sur l'ensemble d'un peuple ou d'une race la responsabilité des crimes du colonialisme, en faisant constamment appel à la collaboration des Européens, y compris des Français, à l'édification de l'Algérie nouvelle et en demandant à ses masses, pourtant si sauvagement frappées par une répression aveugle, d'éviter toute mesure de rétorsion ou de vengeance. Elle a confirmé sa compréhension du rôle et des devoirs de la révolution algérienne par rapport à la révolution africaine en s'efforçant plus particulièrement d'apporter une aide à ceux qui luttent dans les dernières citadelles du colonialisme traditionnel et du racisme le plus brutal (Angola, Afrique du Sud).

5 A la suite des dernières mesures adoptées et en cours d'application, l'Algérie est entrée dans une phase éminemment transitoire du point de vue de ses structures économiques et sociales, phase dont l'aboutissement sera l'instauration d'un Etat ouvrier.

En fait deux secteurs subsistent : dans le secteur agricole, la révolution a établi ses positions de force en entamant déjà un processus de changements structurels révolutionnaires tandis, que dans le secteur industriel, bancaire et commercial, l'emprise des forces colonialistes et bourgeoises reste prédominante. Il va de soi, en outre, que l'intégration de l'Algérie dans la zone franc et sa dépendance financière, monétaire et commerciale par rapport à la France constituent un très lourd handicap.

En plus des problèmes qui seront posés par l'élargissement

de la réforme agraire, les batailles décisives devront donc se dérouler à l'avenir pour le contrôle des secteurs industriels clés et pour l'émancipation financière et commerciale. Mais il est très important que la révolution dispose déjà d'un levier essentiel, qu'elle ait déjà gagné des positions de force dans un secteur économique qui, dans les prochaines années, jouera de toute façon un rôle primordial. Il est d'ailleurs non moins important que, par toutes ses attitudes récentes, l'Algérie Ben Bella ait clairement confirmé sa décision d'œuvrer comme l'expression des larges masses de la population, des masses paysannes pauvres et ouvrières, et de s'appuyer sur une large mobilisation des masses.

Cela signifie que, dans la période transitoire où elle se trouve, dans la période de luttes ôpres qui s'annoncent, face aux coups que les réactionnaires de tout acabit, s'efforceront inévitablement de porter, la révolution dispose de forces, d'instruments, de formules politiques et de dirigeants qui permettent d'envisager l'épreuve avec un optimisme réaliste.

6 La IV<sup>e</sup> Internationale qui s'était liée dès le début à la lutte des révolutionnaires algériens, qui a accordé immédiatement son soutien critique au gouvernement algérien Ben Bella, salue chaleureusement les mesures adoptées au mois de mars 1963 qui impliquent en réalité une nouvelle confirmation des conceptions marxistes révolutionnaires et expriment l'influence incontestable du marxisme révolutionnaire sur le développement de la révolution pilote en Afrique. Elle est convaincue que la révolution algérienne gagnera les nouvelles batailles cruciales qui se préparent et ira de l'avant sur la voie de l'édification d'un Etat ouvrier et du socialisme.

La IV<sup>e</sup> Internationale est consciente des répercussions internationales énormes du développement de la révolution algérienne dans toute l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Europe même. La IV<sup>e</sup> Internationale est d'autre part consciente qu'après le développement spécifique de la révolution cubaine, le développement à beaucoup d'égards analogue de la révolution algérienne dote le mouvement communiste international d'une riche expérience nouvelle dans nombre de domaines de la théorie et de la pratique de la révolution socialiste de notre temps.

Elle estime que, parmi les tâches à accomplir à courte échéance, les plus importantes sont les suivantes :

a) assurer l'application effective et démocratique des décrets sur les confiscations et sur l'autogestion, élargir le domaine des entreprises et des exploitations confisquées et soumises à l'autogestion des travailleurs, tenir des congrès régionaux et le Congrès national des comités de gestion, qui peuvent devenir des éléments essentiels d'une structure démocratique révolutionnaire de la nouvelle société algérienne ;

b) élargir la zone de contrôle de la part de l'Etat et des travailleurs dans le secteur industriel, financier et commercial afin de préparer aussi rapidement que possible la nationalisation de secteurs-clés et introduire le contrôle ouvrier dans les entreprises industrielles, commerciales et bancaires ;

c) assurer un contrôle de l'Etat sur la commercialisation des produits agricoles essentiels et introduire le monopole étatique du commerce extérieur ;

d) organiser effectivement avec une structure démocratique, à travers le processus révolutionnaire commencé et sur la base des tâches concrètes que celui-ci soulève, le F.L.N. afin qu'il se cristallise politiquement et organisationnellement comme l'expression d'avant-garde et l'instrument de lutte des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires ;

e) élargir, notamment à la campagne, l'organisation des syndicats qui ont un rôle important à jouer dans l'application effective des décrets sur l'autogestion et le fonctionnement réel de celle-ci, en plus de leur rôle naturel de défense des intérêts matériels immédiats des ouvriers et des paysans pauvres ;

f) élaborer les lignes générales d'un plan de développement économique et d'industrialisation.

La IV<sup>e</sup> Internationale soutient de toutes ses forces la révolution algérienne en marche vers le socialisme. Elle appelle toutes ses sections à réaliser toutes les formes possibles d'aide et de mobilisation en faveur de l'Algérie nouvelle. Elle lance un appel au mouvement ouvrier international pour élargir cette action de solidarité à toutes les forces du prolétariat mondial et de la révolution mondiale.

Le 21 avril 1963.

## MATTHIEU A PARIS

Il y a sans doute peu de Parisiens qui surent que se tenait, le 3 mai, une conférence sur les Comités de gestion en Algérie. La presse quotidienne ou hebdomadaire d'habitude informée cependant, passa la convocation de cette réunion sous silence, à l'exception d'un court entrefilet du « Monde » et d'une annonce plus détaillée de « Libération ».

Néanmoins alertée par leurs organisations, les fondateurs de l'Association d'Amitié et de Solidarité Franco-Algérienne — dont c'était la première manifestation publique parisienne — des membres de l'U.N.E.F., de l'U.E.C., des E.S.U. étaient venus, et nous étions 200.

René Dumont, Jean Dresch, Michel Launay avaient tenu à participer aux débats, ouverts par un exposé précis de Yves Matthieu.

Matthieu, ancien défenseur des Algériens est maintenant conseiller juridique du Bureau d'animation du secteur socialiste et il fait totalement sien ce combat que mène le peuple algérien pour la construction du socialisme.

Mais écoutons-le :

« L'autogestion est la pièce fondamentale du socialisme algérien. Le Comité de gestion est une création spontanée des masses rurales dès juillet-août 1962. Mais très rapidement l'U.G.T.A., les willayas, reprirent l'initiative à leur compte. En peu de mois il y avait tout un réseau de comités de gestion. Mais sans statut précis et l'U.G.T.A. même ne diffusa aucune directive à ce propos. »

« En octobre 1962 ce fut la légalisation des comités de gestion, mais aussi le commencement d'une véritable lutte de classe dans les campagnes. Des bourgeois algériens avaient acheté ou loué à vil prix les propriétés abandonnées par les colons. Les paysans refusèrent, mettant le feu aux tracteurs, sciant les arbres. Le décret du 23 octobre rendait caduque toutes les transac-

tions intervenues depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Dès ce moment-là les dispositions légales rendaient obligatoires l'élection des comités de gestion, mais cette disposition ne fut pas suivie partout. Par exemple à la biscuiterie Gros, à Alger, il y eut un comité de gestion dès le mois d'août. Mais il fut le résultat d'un compromis entre l'U.G.T.A. et la zone d'Alger, et comprenait 3 représentants de la willaya, étrangers à l'usine, et 2 membres présentés par l'U.G.T.A., qui, de plus, furent éliminés rapidement. De telle sorte que ce comité, avant d'être chassé par le bureau d'animation du secteur socialiste ne comprenait que des personnes extérieures à l'entreprise. Et partout où les comités furent désignés par le Préfet, le Parti ou les willayas, les travailleurs se sont désintéressés de la production. Au contraire, partout où les comités de gestion ont été élus, la gestion a été assurée dans des conditions satisfaisantes.

« ... Les décrets de mars n'ont pas été improvisés ; ils étaient à l'étude depuis le mois de novembre. »

« ... La bourgeoisie a encore ses hommes dans l'appareil gouvernemental, y compris le gouvernement... mais la révolution algérienne a pris son second souffle en mars. »

Une discussion extrêmement intéressante suivit cet exposé qui dégageait bien les lignes essentielles de développement de la révolution algérienne, sans nier les difficultés, les limites, les défauts que l'équipe regroupée autour de Ben Bella s'efforce de surmonter.

Cette réunion augure bien de l'activité que va développer maintenant l'Association d'Amitié et de Solidarité Franco-Algérienne (1). Il reste, bien sûr, que cette activité devra trouver une autre ampleur. Les développements de la révolution algérienne l'aideront évidemment.

L.C.

(1) L'adresse du secrétariat provisoire de l'A.A.S.F.A. est : Claude Glayman, 26, rue de Romainville, Paris 19<sup>e</sup>.

## CONFÉRENCE POUR L'ALGÉRIE

L'orientation du gouvernement Ben Bella a suscité chez les courants et les hommes qui avaient déjà aidé la révolution algérienne pendant la guerre, la volonté d'aider cette orientation en mettant sur pied sur le plan européen une aide extra-gouvernementale.

Dès le mois de janvier, en Grande-Bretagne, Hollande, Belgique, en France, Suisse, Autriche et Italie, ces courants et ces personnalités se mettaient en contact, et l'idée naissait de l'organisation d'une conférence européenne d'aide extra-gouvernementale à l'Algérie nouvelle. A Alger, un comité européen provisoire était constitué pour fournir un certain nombre de données concrètes dans les différents domaines d'aide envisagée afin de préparer au mieux les travaux de la conférence.

Une première réunion de coordination des comités européens s'est tenue le 26 avril à Paris. A cette discussion prirent part, pour la Grande-Bretagne, par exemple, M. John Baird, député du parti travailliste aux Communes, délégué par le comité anglais qui comprend Michael Foot, Bertrand Russel et plusieurs responsables des Trades-Unions. Pour la France, on comptait des personnalités comme Pierre Lebrun, André Philip et des représentants de l'Association de Solidarité Franco-Algérienne (Percot et Glaymann). Des délégués des autres pays européens étaient présents.

Des propositions concrètes concernant en particulier la formation d'équipes sanitaires, l'installation et le fonctionnement de nouvelles maisons d'enfants et l'envoi de techniciens de tous ordres dont a besoin l'Algérie dans sa phase de construction socialiste, furent étudiées et feront l'objet d'un travail approfondi de la Conférence qui aura lieu fin mai.